

La révolution burundaise « au féminin » payée en monnaie de singe

Par sébastien Ntahongendera

La lecture silencieuse des pages de l'histoire révolutionnaire burundaise vous fait découvrir une réalité que nient, paradoxalement, les dividendes de cette révolution : les femmes ne se sont jamais dissociées des combats politiques révolutionnaires. Mais curieusement, la mémoire collective n'a même pas retenu leurs noms. Vous pouvez facilement le vérifier : faites promener votre micro sur le trottoir ; interrogez même les intellectuels. Qui connaît Inamujandi ? Qui se rappelle Ririkumutima ? Qui a encore conscience du rôle dissuasif de Madame Kinigi vis-à-vis des putschistes génocidaires de 1993 ? Qui connaît Carine ? Cette guerrière de Kamenge des années phares de la révolte populaire. Toujours est-il qu'elle est actuellement dans l'armée. Mais cela suffit-il comme reconnaissance ? Qui entend son nom ?

Voici le constat, tout simplement : les seuls noms féminins qui reviennent souvent sont de celles qui incarnent l'anti-modèle social, à l'image de Inakigunu le prototype de la gourmandise, ou alors d' « Inarunyonga » le modèle des obscénités verbales et autres négativités qui touchent au sex. C'est comme si la femme burundaise n'était capable que de ce qui est anti-modèle social. Il n'en est pourtant rien ! L'histoire de l'héroïsme burundais n'est pas qu'au masculin ; de braves dames l'ont marquée de leurs lettres de noblesses, quoique le machisme devenu une tradition et une politique au Burundi tend à les biffer.

Dans cet article, je tenterai de visiter les pages de l'histoire révolutionnaire burundaise « au féminin », pour en inférer le paradoxe qui consiste en renvoi au placard de la gent féminine, comme si le tristement célèbre concept de l' « imbecilita sexus » avait décidément élu domicile dans la culture politique burundaise hier, maintenant et pour les siècles des siècles.

1. De la révolution burundaise « au féminin » : quelques figures de proue refoulées dans les oubliettes

1) Le cas de Ririkumutima



La reine Ririkumutima

Femme préférée du roi Mwezi Gisabo (1850-1908), Ririkumutima, était plus une collaboratrice politique du roi que son épouse. Une controverse la présente comme tyran ; on l'accuse notamment d'avoir largement contribué à l'extermination des Bavubikiro. Est-ce une cabale sciemment orchestrée par ses rivaux pour salir celle qui est passée de « première dame à dame première », au grand dam des princes des autres clans ? On ne pourrait trancher. Ce qui est évident, c'est qu'elle est citée par les gens qui l'ont connue ou en ont entendu parler comme l'exemple d'une femme ferme, dynamique et combattante. « La Reine Ririkumutima était très impliquée en politique »¹, nous laisse entendre Tharcisse Songore.

Quand son époux mourut en 1908, des querelles liées à la succession éclatèrent, qui mirent en difficulté le conseil des sages. En effet, la coutume successorale, qui tenait lieu de loi, voulait que le fils aîné, Mutaga Mbikije, lui succède. Or, il n'avait que 15 ans ! C'est ainsi que L'épouse du roi sortit du sérail pour s'imposer comme numéro 1 du pays, assurant l'intérim, où la « régence » comme l'ont appelée les historiens. Dans son machisme habituel, le conseil des sages trouva cela indigne de la dynastie, mais la femme s'imposa. Pour diluer son pouvoir ou en tout cas montrer que les hommes étaient toujours là, on lui imposa un « Corégent », en l'occurrence le Chef Ntarugera, avec surtout la bénédiction du Régent belge Pierre Richmas.

Malgré ses difficultés de cohabitation avec ce prince, elle aura en tout cas montré, durant sa régence (3 ans), qu'une femme pouvait aussi diriger un Etat sans que le ciel ne tombe !

2) Inamujandi : la patronne de la première rébellion contre l'occupant belge et ses complices burundais.

Quand aujourd'hui au Burundi on conte l'histoire de la révolution populaire contre l'occupant européen, le machisme veut que l'on ne commence l'histoire qu'avec la lutte des indépendances, dont le père est Paul Mirerekano (et non le prince Louis Rwagasore ; encore une bourde de l'histoire !). C'est une injustice historique faite aux femmes, et surtout à la brave Inamujandi.

Résidant à Ndora en actuelle Province Cibitoke, Madame Inamujandi, qu'on surnomma aussi Ruhigi (celle qui chassait le roi) écrit son histoire dès 1934, en s'imposant comme le premier burundais à fomenter et à déclencher une rébellion contre l'autorité coloniale et ses auxiliaires burundais.

Tout partit d'un mépris déshonorant des autorités coloniales à l'endroit du jeune roi Mutaga Mbikije (25 ans), lesquelles autorités lui préféraient le Chef Baranyanka soumis à leur cause. Baranyanka installe tous ses parents et amis à la tête de l'administration des territoires sous son contrôle, dont Ndora, qu'il confère à son propre frère Bacinoni. C'est cette « colonisation » qui mit la puce dans l'oreille d'Inamujandi ! Sous sa houlette, la population de Ndora se révolte contre la tutelle belge et, par ricochet, contre celle de leur protégé le Prince Baranyanka. Cette population ne veut pas entendre parler de Bacinoni dans leur territoire, qu'elle considère comme un envahisseur, au même titre que la tutelle Belge. Et l'autorité combattue ne pouvant s'imaginer qu'une femme eût été capable d'exploits de mobilisation et de commandement si exceptionnels, elle ne put expliquer la vaillance d'Inamujandi que par le surnaturel, notamment qu'elle ne pouvait qu'être une sorcière. Voici, dans un extrait des Mémoires inédits de Jean Moutarde, Administrateur territorial de 1927 à 1945, comment on qualifiait et interprétait la vaillance d'Inamujandi :

¹ Tharcisse Songore, *Collection de photos d'époque*, <http://homepage.mac.com/trondsc/Burundi/History/3.LeRoi.html>

En juillet 1934, à Ndora (nord-ouest, région faiblement christianisée), une révolte éclate à l'instigation de la sorcière Inamujandi. Celle-ci annonce à son tour, l'avènement d'un nouveau mwami, garant d'abondance pour ses partisans. Inamujandi - aussi surnommée Ruhigi (celle qui a pour mission de chasser le roi ?), Inamana (celle qui est avec Imana), Muganda w'intahetwa (perche inflexible) ou Mwamikazi - affirmait pouvoir, entre autres, ressusciter les morts, envoyer les bêtes sauvages dévorer ceux qui ne se ralliaient pas à son mouvement, et transformer les balles des Européens en eau. L'on compte parmi ses partisans des anciens sous-chefs et des messagers (barongozi), généralement hutu, congédiés suite à la destitution, au début des années 20, du prétendant au trône Kilima (grand « distributeur ») au profit de P. Baranyanka et de sous-chefs ganwa et tutsi, la plupart originaires de la région de Gitega, contre lesquels l'insurrection était dirigée (c'est moi qui souligne).

Voilà une manière de refuser à la femme un pouvoir naturel ! Pour ses détracteurs, seuls les génies, et non la force et l'intelligence naturelle, pouvaient animer Inamujandi.

Rappelons que ni les troupes du prince Baranyanka, ni celles dépêchées par l'autorité coloniale, ni les menaces qui lui intimaient l'ordre de déposer les armes, ne parvinrent à faire capituler cette dame, jusqu'au moment où on l'a capturée pour la déporter à Ruyigi, dans l'extrême-est du pays, pour finir par la libérer.

Commentant un autre récit sur cette dame (je me demande ce qu'attendent les Burundais pour l'ériger en héroïne nationale), voici ce qu'écrit Jean-Pierre Chrétien

L'impression qui se dégage de ce récit n'est pas celle d'un complot calculé, mais d'une émotion populaire à la manière médiévale, d'une espèce de contagion d'une mutinerie qui semble s'évanouir à l'arrivée des forces de l'ordre, mais sans que la mauvaise humeur disparaisse. La région garda, dans les années suivantes, une réputation d'instabilité²

3) Sylvie Kinigi

Lors de sa campagne qui le propulsera au fauteuil présidentiel, Ndadaye Melchior (« quatre fois premier » : premier président démocratiquement élu au Burundi, premier président issu de l'ethnie hutu, premier civil à diriger le pays depuis la chute de la monarchie, et premier président à être assassiné), avait annoncé qu'il formerait un gouvernement d'ouverture. Enfermés qu'ils étaient dans leurs traditionnels ghettos ethniques, les Burundais avaient compris « ouverture » dans leur traditionnel monoïdéisme ethnique.

Joignant l'agréable à l'utile, Ndadaye nomma la Tutsi Sylvie Kinigi comme Premier Ministre !

C'était plus qu'un scoop ; c'était de l'inédit dans l'histoire des républiques burundaises, où la femme ne s'était jamais vue confier un portefeuille autre que « la fonction féminine ». Et ceux qui dans leurs mentalités attardées pronostiquaient un cuisant fiasco politique pour Sylvie ont été surpris : non seulement elle s'acquitta dignement de sa tâche durant son

² Jean Pierre Chrétien, *Burundi ; l'histoire retrouvée : 25 ans de métier d'historien en Afrique*, p. 226.

exercice, mais aussi elle sera l' « homme de l'année » 1993, en refusant notamment de faire allégeance aux putschistes génocidaires. Elle préféra être à la tête d'un gouvernement en exil, plutôt que de cautionner le Coup d'Etat ; elle refusa tout dialogue avec ceux que d'aucuns qualifiaient d' « ibinywamaraso » les vampires, en lançant cette phrase qui est devenue célèbre : « Nta co tuvugana » ! (Vas te faire foutre !)

Ceci n'est pas mince bravoure au Burundi, puisque même les hommes ont échoué devant des situations même moins délicates. Par exemple, quand Buyoya est revenu au pouvoir par son deuxième Coup d'Etat le 25 juin 1996, les ténors du Parti Frodebu qu'il venait de renverser n'ont pas fait deux jours avant de lui faire allégeance, en signant notamment ce que l'on a appelé « Partenariat », qui n'était qu'une reconnaissance de fait du putsch qui venait de balayer leur parti ! Contrairement à ces traîtres de la nation, une dame, Sylvie Kinigi, 3 ans auparavant, avait refusé toute allégeance aux putschistes. Sa bravoure, comparativement au comportement moutonnier, des hommes, est d'autant plus louable qu'elle était membre du Parti Uprona dont Buyoya avait été candidat trois ans auparavant. Autrement dit, une dame a refusé de cautionner un putsch opéré de près ou de loin par son propre parti ; des hommes ont cautionné un putsch qui balayait leur parti. Mettez ça sur la balance ; vous comprendrez !

Rien qu'avec ces trois exemples donc, on voit que la femme burundaise a joué un rôle non négligeable dans les combats révolutionnaires qui ont fait du Burundi ce qu'il est aujourd'hui. Malheureusement, elle a été oubliée, chaque fois que l'heure de partage des dividendes a sonné. Aujourd'hui, même la loi protège cette discrimination.

2. De l'exclusion selon la coutume à l'exclusion selon la loi

Dans un article publié sur ce même site et qu'elle avait intitulé « **Le sort de la femme dans la société burundaise : pour une libération sans aliénation** », Madame Paulette-Evella Nikuze avait tenu à signaler le maintien à l'arrière-plan de la femme malgré les bonnes intentions, et ce par le billet des mentalités qui mettent toujours du temps avant de bouger d'un pouce.

Sur le plan culturel, elle avait notamment dit que la femme héritait du dénigrement déjà dès sa naissance, en ceci que le « refus » de donner naissance aux enfants de sexe masculin constituait, par exemple, une raison nécessaire et suffisante pour sa répudiation. On aurait cru cette mentalité déjà reléguée dans les musées, si au moins trois cas odieux n'avaient pas secoué le Burundi déjà dans le 3^e millénaire, ce que Madame Paulette avait fustigé dans ces mots :

cette mentalité de préférence sexiste dans la filiation refait malheureusement surface au Burundi, à en juger par les nombreux cas de femmes qui se font aujourd'hui massacrer par leurs époux, au motif qu'elles « ont refusé » de donner naissance aux enfants de sexe masculin. On citerait le cas de Francine de Makamba qui, en 2004, s'est fait scier les bras par son mari parce qu'elle portait la grossesse d'une fille. C'est aussi celui de madame Mukahigiro de la commune Butihinda en province de Muyinga, qui, pas plus tard que le 27 mai de cette année, s'est fait tuer par son mari parce qu'elle venait de mettre au monde une troisième fille.

Dans cet article, je ne voudrais revenir ni sur les us et coutumes, ni sur les crimes commis sur les femmes ; je vais parler des réalités officielles, constitutionnelles et factuelles, qui sonnent comme une non-reconnaissance de fait du combat historique de la femme

burundaise dans les faits révolutionnaires qui ont fait du Burundi ce qu'il est aujourd'hui. L'une des réalités manifestes de la non-reconnaissance de la force féminine, c'est que la loi fondamentale même est « au masculin ».

Héritée de l'Accord de paix d'Arusha, la loi fondamentale burundaise renferme des cas d'inégalité d'une ampleur telle qu'il est difficile d'imaginer que ceux qui l'ont composé avaient réellement le souci pour l'avenir du Burundi. De ces monstruosité, il y a l'exclusion de la femme. Voici un article ridicule :

L'Assemblée Nationale est composée d'au moins cent députés à raison de 60% de Hutu et de 40% de Tutsi, y compris un minimum de 30% de femmes, élus au suffrage Universel direct pour un mandat de cinq ans et de trois députés issus de l'ethnie Twa cooptés conformément au code électoral. (Art.164 ; c'est moi qui souligne).

Comme on le constate bien, même la constitution censée être moderne ne se départ pas de la coutume qui veut que quand « l'eau devient insuffisante, on la réserve au taureau » ! La seule question que l'on est en droit de se poser est de savoir comment une entité sociale qui représente à peine 14% de la population (les Tutsi) peut être représentée dans une institution républicaine à raison de 40%, quand celle qui en représente au moins 60% n'est représentée qu'à 30% ! Où est la logique ; où est le sérieux ; où est la justice ?

Avec l'émergence de nouvelles générations politiques censées gagnées aux idées modernes, il n'y a pas de doute que cette institutionnalisation de l'injustice sociale vis-à-vis de la femme finira par disparaître ; il suffit que la femme se sente concernée. Le problème, c'est que justement la femme semble laisser les autres s'occuper de ce qui la regarde. Et pour illustrer cette fuite devant ses propres affaires, je n'ai trouvé mieux que ce silence des milliers d'amazones des partis comme le CNDD-FDD mais aussi le FNL, qui ont passé des années à se sacrifier pour que seuls les hommes récoltent le fruit.

3. Du militantisme féminin non récompensé : le cas typique au sein du CNDD-FDD et du FNL

Je trouve utile de commencer ce point, encore une fois, par un petit passage de l'article précité :

Les conflits ethniques et de guerres civiles qui ont ravagé le pays depuis les années 69 n'ont pas favorisé le développement des infrastructures, ni les investissements durables, le pays ayant toujours vécu une paix précaire. Or comme le dit ce proverbe « iyo amazi abaye make aheberwa impfizi » (quand l'eau devient insuffisante, on ne la réserve qu'au taureau), qui traduit encore mieux ce machisme très enraciné, le peu d'infrastructures ne pouvaient que bénéficier en premier lieu aux hommes (...).

Malgré toutes ces entraves, une grande contribution de la femme a été depuis longtemps apportée dans le développement du pays. C'est notamment dans les domaines comme l'agriculture, l'élevage, l'artisanat, le commerce, et, d'une façon ou d'une autre, l'industrie. Mais vu le poids du passé, des clichés et de la réalité, ces efforts n'ont pas été payants ; la place de la femme et son potentiel productif en tant que grande actrice du développement socio-économique du pays sont restés minimisés, pour ne pas dire méconnus.

Méconnu vraiment, banalisé, donc découragé, voilà ce que devient l'effort de la femme jusque à nos jours.

Avec l'avènement du pouvoir CNDD-FDD, les premières impressions avaient donné de l'espoir ; la femme avait recouvré la place qu'elle méritait dans les rênes du pouvoir. C'est ainsi par exemple que Madame Immaculée Nahayo avait été élue comme Présidente de l'Assemblée Nationale, alors que l'une des vice-présidences (le Burundi, 27.843 km² est trop grand pour ne pas être dirigé par 3 présidents !) avait été attribuée à Madame Alice Nzomukunda. Mais comme par un réveil des démons machistes mal endormis, on a commencé à chercher les poux dans les cheveux de ses dames. Madame Immaculée sera limogée. Quant à Nzomukunda, le limogeage n'a pas suffi ; il a fallu l'embastiller, l'accusant d'avoir échoué à garder sa bouche tranquille et ses yeux fermés vis-à-vis de la gestion calamiteuse du pouvoir. On l'avait remplacée par une autre dame, Marina Barampama, qui ne fit pas plus d'un semestre dans son poste, et qui sera remplacée par un homme, Gabriel Ntizezerana. Le pouvoir au féminin venait de mourir, étouffé, persécuté ; la place ô combien prépondérante de la femme dans la lutte qui avait conduit le CNDD-FDD au pouvoir venait d'être payée en monnaie de singe.

Cette non-reconnaissance des efforts de la femme s'observe dans les autres partis, le cas le plus déplorable restant sans doute celui du FNL.

Et je ne me serais intéressé à ce sujet, si je n'avais pas été malheureux de constater l'exclusion du genre féminin dans un mouvement qui depuis longtemps avait incarné l'espoir de tout un peuple. Quand sonna les dividendes de 30 ans de lutte du FNL, le genre masculin est rentré dans la république ; le genre féminin a regagné la cuisine.

Si aujourd'hui on dit FNL, on ne doit pas oublier que ce désormais parti politique a pour nom de naissance « PALIPEHUTU », soit « Parti pour la Libération du Peuple Hutu », de la femme aussi, et par conséquent !

Sans revenir sur les jugements de valeur et les considérations des connotations que renfermait cette désormais défunte dénomination, disons que de par ce nom même, le Palipehutu avait pour mission affichée de mettre un terme à la marginalisation dont le peuple hutu avait été victime depuis des années. Or, toujours selon l'image de « l'eau insuffisante », s'il y a des Hutu qui ont été marginalisés au Burundi, la « Hutukazi » a battu le record ! Je me rappelle bien qu'à notre temps à l'université, la femme hutu était de l'« iboro », pas au sens des miliciens Tutsi Sans-Echec à savoir un Hutu à lyncher, mais au sens original du mot, c'est-à-dire une denrée précieuse et rare !

Et finalement ! Le FNL a libéré qui ? Les Hutu ? Alignons-nous, comme certains, sur la lecture assez simplifiée de la libération ; prenons que cette libération a désormais lieu, puisque les héritiers de Remy Gahutu, fondateur du mouvement Palipehutu, sont aujourd'hui casés dans les institutions de la République ». Mais alors ? Et la femme dans tout ça ? C'est en tout cas la question que tout burundais qui sait estimer à sa juste valeur la part de la femme dans le combat de la libération nationale en général et celle de la femme ayant milité au sein du FNL en particulier peut se poser. En effet, sur les 33 juteux postes de responsabilité que le FNL a déjà engrangés, voilà qu'aucune femme n'a été enregistrée. Peut-être que je suis mal placé pour juger un Parti dont je ne suis pas militant. Mais en considérant le rôle de la femme dans le passé du FNL, cet état de fait m'a amené à réfléchir sur la place de la femme burundaise dans la véritable lutte révolutionnaire burundaise, dont le FNL est « grand-père-fondateur ».

D'après le Général de Brigade Lazare Nduwayo, qui représentait le gouvernement au MCVS, « l'opération du 11 juin 2009 portait à plus de 5000 associés combattants du FNL

déjà démobilisés sur une liste de 11000 ex-combattants à démobiliser, dont 1000 femmes ».

Au fait, la femme burundaise ne s'est jamais dissociée de cette lutte.

J'ai pris connaissance de l'existence du Palipehutu depuis 1989, et j'ai commencé à militer véritablement au sein de ce mouvement depuis 1990, avant de le quitter définitivement pour adhérer au Frodebu en 1992. Durant tous le temps que j'ai milité avec enthousiasme au Palipehutu, j'ai pu constater que l'engouement avec lequel les femmes s'impliquaient dans la lutte que menait ce mouvement dépassait même quelque fois celui des hommes.

A l'époque la plus clandestine mais la plus fructueuse du mouvement Palipehutu en terme de mobilisation, j'étais élève au Lycée Musinzira. Je me souviens que nous avions au niveau des écoles de Gitega un réseau d'échange d'informations sur la politique révolutionnaire. Parmi les écoles qui étaient bien « connectées », il y avait le Lycée Mushasha, école féminine à 99%. Et curieusement, c'est à cette école où la section Palipehutu était la plus dynamique ! Ce dynamisme, les jeunes filles en ont payé même les frais : en 1991, une certaine NK., qui se reconnaîtra bien si elle me lit, a activé la directrice de l'établissement d'alors, la Révérende Sœur Pascasie alias Shua, pour l'amener à chasser de l'école toutes les élèves qui était censées savoir quelque chose sur le Palipehutu. Il y eut des renvois définitifs et autres sanctions sévères !

Le Palipehutu « au féminin » ne s'est pas manifesté qu'au sein de la jeunesse estudiantine. Dans les milieux ruraux, les femmes ont joué un grand rôle dans la marche de ce mouvement vers ce qu'il est aujourd'hui.

En effet comme on le sait, les premiers jeunes qui se sont résolument engagés mieux que d'autres à la cause du Palipehutu étaient les enfants issus des familles sinistrées du génocide hutu de 1972, donc des orphelins de pères. Dès lors, vous comprenez que les parents qui ont inculqué à leurs enfants l'amour du Palipehutu sont les femmes !

Tout cela étant, je trouve que rien ne peut expliquer, vis-à-vis des dividendes d'une longue et pénible guerre de libération nationale du Pulipehutu, l'exclusion dont la gent féminine a été victime au sein de ce mouvement.

Sur le plan juridique, je crois savoir que le dossier qu'un parti politique doit présenter pour agrément doit contenir, côté genre, au moins 25% de femmes en ce qui est des membres fondateurs. Je dois conclure alors que les femmes figurent bel et bien sur la liste des membres fondateurs du Parti. Y figurent-elles alors pour ne jouer que le rôle de figurant ? Ce serait très dommage !

Espérons que ce n'est pas assez tard pour corriger ce péché politique, moral et humanitaire. Hélas en politique, les premières impressions sont les dernières volontés ! A la femme burundaise en général et aux femmes militantes du FNL en particulier d'aviser.

Pour conclure, je dois dire que la femme burundaise mérite mieux que ce qu'elle a. Un proverbe africain, très machiste, dit ceci : « La poule voit aussi qu'il fait jour, mais elle laisse le coq chanter » ! Femmes, à vous la balle ! Vous pouvez chantez aussi !